

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 1

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA SEDUTA DI LUNEDÌ 13 GIUGNO 1994

Raccomandazione n. 557
sull'Agenzia dell'armamento
Risposta al trentanovesimo rapporto annuale del Consiglio

Annunziata il 14 luglio 1995

L'ASSEMBLÉE,

(i) Tenant compte, d'une part, de la Déclaration des pays membres de l'UEO annexée au Traité sur l'Union européenne, dans laquelle on prévoit, entre autres initiatives relatives au rôle opérationnel de l'UEO, l'étude « d'une coopération renforcée en matière d'armement, en vue de créer une Agence européenne des armements » et, d'autre part, de la Déclaration de Peterberg qui va dans le même sens;

(ii) Se félicitant des décisions prises à Bonn en décembre 1992 par les ministres de la défense des treize pays qui consti-

tuient le GEIP en vue de transférer les fonctions de ce groupe à l'UEO, ainsi que des décisions afférées à Rome lors de la réunion de mai 1993 au sujet des mesures pratiques concernant ce transfert, notamment la nouvelle dénomination du GEIP devenu Groupe armements de l'Europe occidentale (GAEO);

(iii) Prenant note avec satisfaction de l'existence d'un rapport sur la coopération en matière d'armements établi par les Directeurs nationaux des armements et soumis pour étude aux ministres de la défense du GAEO réunis à Luxembourg le 22 novembre 1993;

(iv) Se félicitant pareillement de la création d'un groupe de travail *ad hoc* ayant pour objectif d'analyser les missions d'une Agence européenne de l'armement ainsi que les bases juridiques sur lesquelles cette agence devra être fondée;

(v) Se félicitant du transfert à l'UEO de certaines activités de l'Eurogroupe, en particulier les activités d'information, d'EUROCOM, d'EUROLOG et d'EUROLONGTERM;

(vi) Estimant par ailleurs qu'une Agence européenne de l'armement doit s'appuyer sur une politique européenne commune dans le domaine des industries de défense, sur un marché des armements intégré et sur une politique commune relative à l'exportation de ces armements;

(vii) Constatant que l'objectif ultime d'une politique de défense commune impliquant un accord sur l'orientation de la politique en matière militaire et d'armements est encore loin d'être atteint;

(viii) Estimant que, dans les circonstances actuelles, une Agence européenne de l'armement doit être considérée comme le point de départ d'une entreprise qui se développera jusqu'à atteindre sa pleine activité au fur et à mesure du rapprochement des positions européennes en matière de sécurité et de défense;

(ix) Convaincue néanmoins que la création d'une Agence européenne de l'armement, dotée dans un premier temps d'un minimum de tâches précises, répond à une nécessité évidente, compte tenu de la dispersion qui caractérise actuellement le secteur des armements en Europe, de la multiplicité des organismes chargés des nombreux programmes de coopération, de la nécessité de rentabiliser des ressources qui vont en se raréfiant, d'augmenter les échanges industriels, d'améliorer et d'élargir la coopération dans le secteur de la recherche, ainsi que de poursuivre les travaux sur des principes d'harmonisation et de standardisation en tenant compte notamment des aspects politiques, administratifs et juridiques;

(x) Prenant en considération le fait que la composition de plus en plus multinationale des forces armées en Europe implique une interopérabilité des unités militaires qu'il convient d'accompagner d'une impulsion importante à la coopération en matière d'armements;

(xi) Saluant la décision prise par les autorités françaises et allemandes de créer une Agence commune d'armements;

(xii) Tenant compte de l'importance qu'aurait une Agence européenne de l'armement qui assurerait la présence compétitive dell'Europe sur le marché mondial des armements;

(xiii) Regrettant que la Déclaration du Kirchberg n'aborde nullement la question de la création d'une Agence européenne de l'armement.

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De réaliser une étude ayant pour objectif l'harmonisation des les pays membres de l'UEO;

2. D'établir un dossier des réglementations sur les exportations d'armements en vigueur dans les Etats membres et de donner des informations sur les méthodes utilisées en vue de leur normalisation, ainsi que le calendrier prévu pour parvenir à l'harmonisation;

3. D'insister sur la nécessité d'assurer un contrôle parlementaire dûment consigné, soit par le biais des parlements nationaux, soit par celui de l'Assemblée parlementaire, au sujet des acquisitions en matière de défense et des exportations d'armements;

4. D'élaborer une étude sur les législations en matière de travail et de fiscalité auxquelles sont soumises les industries de la défense des pays membres, en vue de leur harmonisation éventuelle;

5. D'informer l'Assemblée des résultats du rapport établi par le Groupe de travail *ad hoc* sur les missions assignées à l'Agence

européenne de l'armement et sur les bases juridiques sur lesquelles doit reposer celle-ci;

6. D'achever l'intégration du Secrétariat pour l'armement au Secrétariat général afin de favoriser une synergie entre les activités de l'UEO en matière d'armement et le reste des activités de l'organisation;

7. De renforcer les moyens du Secrétariat pour l'armement afin qu'il puisse apporter un soutien plus actif aux travaux des commissions et des groupes de travail du GAEO;

8. De procéder rapidement à la création, subsidiaire du Conseil, d'une Agence européenne de l'armement qui, dans un premier temps, serait chargée des tâches suivantes:

(a) gestion des programmes de coopération;

(b) gestion du programme EUCLID;

(c) gestion des établissements communs de recherche et d'essai;

(d) réalisation d'études technologiques et opérationnelles;

(e) mise en route d'un service d'information, d'une banque de données et d'un registre de brevets relatifs aux innovations pour la défense;

(f) étude et évaluation de la situation du marché mondial des armements; l'Agence serait assistée pour cette tâche par des groupes industriels tels que l'EDIG, lequel bénéficie déjà d'une importante expérience dans ce secteur.

N. B. Traduzione non ufficiale

**Raccomandazione n. 557
sull'Agenzia dell'armamento
Risposta al trentanovesimo rapporto annuale del Consiglio**

L'ASSEMBLEA,

(i) Tenendo conto, da un lato, della Dichiarazione degli Stati membri dell'UEO annessa al Trattato sull'Unione Europea, nella quale si prevede, tra le varie iniziative relative al ruolo operativo dell'UEO, lo studio « di una cooperazione rinforzata in materia di armamenti, al fine di creare una Agenzia europea degli armamenti », e dall'altro della Dichiarazione di Petersberg che va nello stesso senso;

(ii) Felicitandosi delle decisioni prese a Bonn nel dicembre del 1992 dai Ministri della difesa di tredici paesi che costituivano il GEIP al fine di trasferire le funzioni di questo gruppo all'UEO, nonché delle decisioni adottate a Roma in occasione della Riunione di maggio 1993 sulle procedure relative a questo trasferimento; in particolare la nuova denominazione del GEIP essendo diventata « Gruppo armamenti dell'Europa occidentale » (GAEO);

(iii) Prendendo atto con soddisfazione dell'esistenza di un rapporto sulla cooperazione in materia di armamenti stabilita dai Direttori nazionali degli armamenti e sottoposta all'esame dei Ministri della difesa del GAEO riunitisi a Lussemburgo il 22 novembre 1993;

(iv) Felicitandosi, allo stesso tempo, della creazione di un gruppo di lavoro *ad hoc* avente come obiettivo di analizzare le missioni di una Agenzia europea dell'armamento nonché le basi giuridiche sulle quali questa Agenzia dovrà essere fondata;

(v) Complimentandosi del trasferimento all'UEO di certe attività dell'« Eurogruppo », in particolare delle attività di informazione, di EUROCOM, di EUROLOG e di EURO-LONGTERM;

(vi) Ritenendo inoltre che un'Agenzia europea degli armamenti debba appoggiarsi su una politica europea comune nel settore delle industrie della difesa, su un mercato degli armamenti integrato e su una politica comune di esportazione di questi armamenti;

(vii) Constatando che l'obiettivo ultimo di una politica della difesa comune che implica un accordo sull'orientamento della politica nel settore militare e degli armamenti è ancora lontano dall'essere raggiunto;

(viii) Ritenendo che, nelle circostanze attuali, un'Agenzia europea dell'armamento deve essere considerata come il punto di partenza di un'impresa che si svilupperà fino a raggiungere la sua piena attività man mano che si avvicinano le posizioni europee in materia di sicurezza e di difesa;

(ix) Convinta, nondimeno, che la creazione di un'Agenzia europea dell'armamento, dotata in un primo momento di un minimo di impegni precisi, risponde ad una necessità evidente, tenuto conto della dispersione che caratterizza attualmente il settore degli armamenti in Europa, della molteplicità degli organismi incaricati dei numerosi programmi di cooperazione, della necessità di rendere redditizie alcune ri-

sorse che si stanno rarefacendo, di aumentare gli scambi industriali, di migliorare e di aumentare la cooperazione nel settore della ricerca, nonché di proseguire i lavori basandosi su principi di armonizzazione e di standardizzazione tenendo conto in particolare degli aspetti politici, amministrativi e giuridici;

(x) Prendendo in considerazione il fatto che la composizione sempre più multinazionale delle forze armate in Europa comporta una interoperabilità delle unità militari che conviene accompagnare con un incitamento importante alla cooperazione in materia di armamenti;

(xi) Accogliendo la decisione presa dalle autorità francesi e tedesche di creare un'Agenzia comune degli armamenti;

(xii) Tenendo conto dell'importanza che avrebbe un'Agenzia europea dell'armamento che assicurerebbe la presenza competitiva dell'Europa sul mercato mondiale degli armamenti;

(xiii) Rammaricandosi del fatto che la Dichiarazione del Kirchberg non affronta in nessun modo la questione della creazione di un'Agenzia europea dell'armamento;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di realizzare uno studio avente come obiettivo l'armonizzazione delle strutture politico-amministrative degli organismi incaricati dell'armamento nei membri dell'UEO;

2. Di mettere a punto un fascicolo relativo alle regolamentazioni delle esportazioni degli armamenti in vigore negli Stati membri e di fornire informazioni sui metodi utilizzati in vista della loro normalizzazione, nonché il calendario previsto per raggiungere l'armonizzazione;

3. Di insistere sulla necessità di assicurare un controllo parlamentare debitamente effettuato, sia tramite i parlamenti

nazionali, sia attraverso l'Assemblea parlamentare, in merito alle acquisizioni in materia di difesa e di esportazioni degli armamenti;

4. Di elaborare uno studio sulle legislazioni in materia di lavoro e di fiscalità alle quali sono sottoposte le industrie della difesa dei paesi membri, in vista della loro eventuale armonizzazione;

5. Di informare l'Assemblea dei risultati del rapporto effettuato dal gruppo di lavoro *ad hoc* sulle missioni assegnate all'Agenzia europea dell'armamento e sulle basi giuridiche sulle quali deve basarsi quest'ultima;

6. Di ultimare l'integrazione del Segretariato per l'armamento al Segretariato generale al fine di favorire una sinergia tra le attività dell'UEO in materia di armamento e il resto delle attività dell'organizzazione;

7. Di rinforzare i mezzi del Segretariato per l'armamento di modo che possa portare un sostegno più attivo ai lavori delle commissioni e dei gruppi di lavoro del GAEO;

8. Di procedere rapidamente alla creazione di un'Agenzia europea dell'armamento complementare del Consiglio, che, in un primo momento, sarebbe incaricata dei seguenti compiti:

(a) gestione dei programmi di cooperazione;

(b) gestione del programma EUCLID;

(c) gestione delle strutture comuni di ricerca e di esperimento;

(d) realizzazione degli studi tecnologici e operativi;

(e) messa a punto di un servizio di informazione, di una banca dati e di un registro di brevetti relativi alle innovazioni nel settore della difesa;

(f) studio e valutazione della situazione del mercato mondiale degli armamenti; l'Agenzia sarebbe assistita in questo compito da dei gruppi industriali come l'EDIG, il quale beneficia già di un'importante esperienza in questo settore.

